

Arrêt

n° 165 608 du 12 avril 2016
dans l'affaire X / III

En cause : X,

Ayant élu domicile : X

Contre :

L'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 décembre 2015 par X, de nationalité russe, tendant à la suspension et l'annulation de la « *décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, décision prise le 16 novembre 2015, notifiée le 27 novembre 2015* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance n° 59.488 du 29 décembre 2015 portant détermination du droit de rôle.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 17 février 2016 convoquant les parties à comparaître le 15 mars 2016.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me E. MAGNETTE loco Me V. HENRION, avocat, qui comparaît pour la requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La requérante est arrivée en Belgique le 24 mai 2015.

1.2. Le 28 mai 2015, elle a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne en sa qualité de descendante de Belge.

1.3. Le 16 novembre 2015, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, sous la forme d'une annexe 20.

Cette décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« *En exécution de l'article 52, § 4, alinéa 5, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union introduite en date du 28.05.2015, par :*

[...]

est refusée au motif que :

- l'intéressée n'a pas prouvé dans le délai requis qu'elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union :

Dans le cadre de la demande de séjour introduite le 28/05/2015 en qualité de descendant à charge de belge, de M.A.E. (NN [...]), l'intéressée a produit la preuve de son identité (passeport), la preuve d'alliance par un extrait d'acte de mariage, le lien de filiation par un extrait d'acte de naissance, une assurance maladie couvrant les risques en Belgique.

Elle a également fourni la preuve que le ménage ouvrant droit possède un logement suffisant et des revenus stables suffisants et réguliers. Elle produit également la preuve de 6 envois d'argent depuis décembre 2014 à mai 2015. L'intéressée produit aussi un document avec l'entête BCK. Or ce document n'est pas pris en considération car, étant rédigé en Russe, il n'est pas compréhensible.

L'intéressée démontre percevoir des envois d'argent de la part de M.A.E.. Le montant total de ces envois est de 700€ pour une période de 6 mois. Or l'intéressée n'apporte aucune information sur le niveau de vie (revenu minimum pour permettre un niveau de vie décent) dans son pays d'origine et sur sa situation économique au pays. Elle ne démontre pas qu'elle est démunie ou que ses ressources sont insuffisantes, de manière à permettre de conclure qu'elle est dans une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint.

Au vu de ce qui précède, les conditions des articles 40 bis/ 40ter de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, l'établissement, le séjour et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée.

Dès lors, en exécution de l'article 7, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, rétablissement et l'éloignement des étrangers, il est enjoint à l'intéressée de quitter le territoire du Royaume dans les 30 jours vu qu'elle n'est autorisée ou admise à séjourner à un autre titre, : la demande de séjour introduite le 28/05/2015 en qualité de descendant à charge de belge lui a été refusée ce jour ».

2. Remarque préalable

2.1. Le Conseil rappelle que l'article 39/79, § 1^{er}, de la loi précitée du 15 décembre 1980 dispose que, sauf accord de l'intéressé, aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours en annulation introduit contre les décisions visées à l'alinéa 2 ni pendant l'examen de celui-ci, et que de telles mesures ne peuvent être prises à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont donné lieu à la décision attaquée.

Le Conseil constate que la décision attaquée constitue une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire visée par ledit article 39/79, § 1^{er}, alinéa 2. Il en résulte que le recours en annulation introduit par la requérante est assorti d'un effet suspensif automatique, de sorte que cette décision ne peut pas être exécutée par la contrainte.

2.2. En conséquence, la requérante n'a pas d'intérêt à la demande de suspension de l'exécution qu'elle formule en termes de recours. Cette demande est partant irrecevable.

3. Exposé des moyens d'annulation

3.1.1. La requérante prend un premier moyen de « l'erreur manifeste d'appréciation, de la violation de l'obligation de collaboration procédurale ; des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, en vertu desquels « la motivation doit être adéquate et le contrôle s'étend à cette adéquation, c'est-à-dire l'exactitude, l'admissibilité et les pertinences des motifs » (CE, 25 avril 2002, n° 105.385) ; du principe de bonne administration ; la violation du principe audi alteram partem ; de la violation des droits de la défense ; de la violation du devoir de minutie ; des articles 40 et suivants et plus particulièrement les articles 40ter et 42 de la loi du 15 décembre 1980 et 62 de la

même loi imposant une motivation adéquate des décisions administratives ; de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales ».

3.1.2. Elle rappelle le contenu de l'article 62 de la loi précitée du 15 décembre 1980, reproduit l'article 40ter de la même loi et mentionne que le regroupant doit démontrer qu'il dispose de moyens de subsistance stables, réguliers et suffisants, d'un logement décent ainsi que d'une assurance maladie.

En outre, elle s'adonne à des considérations d'ordre général relatives au principe « *audi alteram partem* » en se référant à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 212.223 du 24 mars 2011 et soutient que la décision entreprise constitue une mesure grave entraînant des conséquences lourdes dans la mesure où elle est empêchée de vivre sa vie de famille.

Elle fait grief à la partie défenderesse d'avoir méconnu le principe de minutie dans la mesure où elle s'est abstenue de lui demander de produire la preuve du niveau de vie au pays d'origine et de sa situation économique. A cet égard, elle précise que la partie défenderesse est pourtant bien informée de sa situation économique dans la mesure où elle lui a délivré des visas afin qu'elle vienne rendre visite à sa famille. Dès lors, elle considère que la partie défenderesse, en ne prenant pas en considération les éléments fournis préalablement, a porté atteinte aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 et à l'article 62 de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Par ailleurs, elle relève que la décision entreprise ne conteste pas que son beau-père dispose de moyens de subsistance suffisants au sens de l'article 40ter de la loi précitée du 15 décembre 1980. Elle reproche à la partie défenderesse d'avoir considéré qu'elle ne démontre pas à suffisance sa dépendance économique. A cet égard, elle considère que la partie défenderesse a commis une erreur d'appréciation et n'a pas pris en considération les éléments produits concernant sa dépendance économique. Elle fait également grief à la partie défenderesse de ne pas avoir apprécié sa dépendance psychologique à l'égard de sa mère et de son beau-père.

Ainsi, concernant la dépendance économique, elle affirme avoir déposé des éléments démontrant qu'elle est financièrement dépendante de son beau-père. Ainsi, elle précise ne pas travailler en Russie et, partant, ne pas pouvoir cotiser pour sa pension. Elle indique également rendre visite régulièrement à sa mère et à son beau-père en Belgique, lesquels la prennent en charge ainsi que les frais occasionnés par le voyage.

Elle soutient avoir démontré qu'elle reçoit régulièrement des sommes d'argent et fait grief à la partie défenderesse d'avoir considéré que le montant total de sept cents euros ne démontre pas sa dépendance réelle à l'égard du membre de la famille rejoint. Or, elle relève qu' « *aucun minimum pour la durée de prise en charge ou pour le montant de support matériel n'est contenu dans la loi* », en telle sorte que la partie défenderesse a ajouté une condition à la loi en procédant à une interprétation propre et stricte de la notion de prise en charge. Dès lors, elle reproche à la partie défenderesse d'avoir porté atteinte aux dispositions invoquées à l'appui du moyen et se réfère à l'arrêt du Conseil n° 112.860 du 25 octobre 2013.

En conclusion, elle considère que la partie défenderesse a commis une erreur manifeste d'appréciation en considérant qu'elle n'était pas économiquement dépendante de son beau-père.

3.2.1. Elle prend un second moyen de « *la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales* ».

3.2.2. Elle s'adonne à des considérations d'ordre général relatives à l'article 8 de la Convention précitée et fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir procédé à un examen de proportionnalité. En effet, elle considère que la partie défenderesse était informée de sa situation et n'a nullement pris en considération la réalité de sa vie familiale, en telle sorte que la décision entreprise porte atteinte à l'article 8 de la Convention précitée.

Elle invoque les arrêts du Conseil n° 82 888 du 12 juin 2012 et n° 117 965 du 30 janvier 2014 afin de soutenir que la partie défenderesse est tenue de procéder à un examen rigoureux des éléments de la cause et de prendre en considération l'ensemble des éléments de la cause.

4. Examen des moyens d'annulation

4.1.1. En ce qui concerne le premier moyen, le Conseil relève que la requérante a sollicité le séjour en sa qualité de descendante d'un citoyen de l'Union européenne, sur la base de l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Le Conseil rappelle que la Cour de justice de l'Union européenne a, dans son arrêt YUNYING JIA (Arrêt C-1/05 du 9 janvier 2007), précisé ce qu'il faut entendre par personne « à charge ». Il ressort dudit arrêt que : « (...) l'article 1er, §1, sous d) de la directive 73/148 doit être interprété en ce sens que l'on entend par « [être] à [leur] charge » le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre Etat membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance ».

La condition fixée à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi précitée, relative à la notion « [être] à [leur] charge » doit dès lors être comprise à la lumière de la jurisprudence précitée comme impliquant le fait d'avoir été à charge au pays d'origine ou de provenance avant de venir en Belgique.

4.1.2. L'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par la requérante. Elle n'implique que l'obligation d'informer la requérante des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressée.

Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

4.1.3. En l'occurrence, la requérante ayant sollicité un droit de séjour sur la base des articles 40bis et 40ter de la loi précitée du 15 décembre 1980, il lui appartenait de démontrer, conformément à ces dispositions, qu'elle était à charge de son beau-père et qu'il existe une dépendance réelle à l'égard de ce dernier.

Le Conseil constate, à l'examen du dossier administratif, que si la requérante a produit, à l'appui de sa demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, des documents en vue d'établir qu'elle remplissait les conditions requises pour bénéficier du séjour sollicité, elle est, comme le relève la partie défenderesse dans la décision entreprise, manifestement restée en défaut de produire des preuves d'une situation de dépendance réelle à l'égard du ménage rejoint. En effet, il ressort du dossier administratif que la requérante a fourni la preuve que son beau-père dispose des moyens de subsistance suffisants afin de la prendre en charge. Toutefois, elle n'a nullement établi être sans ressources ou que ces ressources sont insuffisantes pour subvenir à ses besoins au moment de l'introduction de demande.

Or, la partie défenderesse a indiqué que « L'intéressée démontre percevoir des envois d'argent de la part de M.A.E.. Le montant total de ces envois est de 700€ pour une période de 6 mois. Or l'intéressée n'apporte aucune information sur le niveau de vie (revenu minimum pour permettre un niveau de vie décent) dans son pays d'origine et sur sa situation économique au pays. Elle ne démontre pas qu'elle est démunie ou que ses ressources sont insuffisantes, de manière à permettre de conclure qu'elle est dans une situation de dépendance réelle à l'égard du membre de famille rejoint », motivation qui n'est pas valablement contestée par la requérante. En effet, elle se borne à faire grief à la partie défenderesse de ne pas avoir eu égard aux documents déposés dans le cadre de ses précédentes

demandes de visas, de ne pas avoir sollicité des renseignements supplémentaires et d'avoir méconnu le principe « *audi alteram partem* » ainsi que le principe des droits de la défense.

A cet égard, par la prise de la décision entreprise, la partie défenderesse a, conformément à l'article 40ter de la loi précitée du 15 décembre 1980, examiné et répondu à la demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne introduite par la requérante. Il en résulte qu'il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir entendu la requérante préalablement à la prise de la décision entreprise ou de ne pas avoir sollicité des renseignements supplémentaires. En effet, la requérante a sollicité une demande de carte de séjour. A ce titre, il lui appartenait d'informer la partie défenderesse de tout élément susceptible d'avoir une influence sur sa situation administrative, ce qu'elle est manifestement restée en défaut de faire, en telle sorte qu'elle ne peut raisonnablement reprocher à la partie défenderesse de ne pas avoir sollicité des informations complémentaires relatives à sa situation ou de ne pas l'avoir entendue avant la prise de la décision entreprise. Il en est d'autant plus ainsi que la requérante reste en défaut d'indiquer les éléments qu'elle aurait pu faire valoir, si elle avait été entendue préalablement à la prise de la décision entreprise.

A toutes fins utiles, il convient de relever que la requérante a eu la possibilité de faire valoir les éléments démontrant qu'elle remplit les conditions requises à la reconnaissance du droit au séjour revendiqué. Partant, le Conseil estime que la requérante ne peut être suivie lorsqu'elle fait grief à la partie défenderesse de s'être abstenue de l'entendre dès lors que, par analogie avec une jurisprudence administrative constante selon laquelle c'est au demandeur qui se prévaut d'une situation susceptible d'avoir une influence sur l'examen de sa situation administrative qu'il incombe d'en informer l'administration qui, pour sa part, ne saurait être tenue de procéder à des investigations, ce sous peine de la placer dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie, il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir demandé de tels éclaircissements à la requérante ou de ne pas avoir interpellé celle-ci avant la prise de l'acte attaqué.

De même, la partie défenderesse n'était nullement tenue de vérifier dans les procédures antérieures si la requérante avait produit la preuve d'une dépendance réelle à l'égard du ménage rejoint, en telle sorte qu'elle n'a nullement méconnu le principe de minutie, des droits de la défense et « *audi alteram partem* ».

Le Conseil ajoute que la requérante ne pouvait ignorer lors de l'introduction de sa demande fondée sur l'article 40 ter de la loi précitée du 15 décembre 1980 qu'elle devait apporter la preuve d'être à charge de son beau-père et la preuve de l'existence d'une dépendance réelle à l'égard de ce dernier. En effet, il appartient à la requérante de fournir tous les éléments qu'elle estime nécessaires afin de démontrer qu'elle remplit les conditions requises afin de séjourner sur le territoire en tant que descendante d'un citoyen de l'Union, *quod non in specie*. La circonstance que son beau-père dispose de ressources suffisantes, qu'il a pris en charge ses déplacements, qu'elle n'exerce pas d'emploi et ne cotise pas pour une pension ne permet nullement de renverser le constat qui précède dans la mesure où elle est restée en défaut de démontrer qu'elle remplit une condition prévue par l'article 40ter précité.

Il en est d'autant plus ainsi que selon l'article 40bis, § 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980, le descendant d'un citoyen de l'Union, âgé de plus de vingt et un ans, qui vient s'installer avec lui sur le territoire du Royaume, ne peut obtenir le droit d'y séjourner qu'à la condition d'être à sa charge et d'établir l'existence d'une dépendance réelle à l'égard de la personne rejointe. A cet égard, dans la mesure où elle a introduit une demande de carte de séjour en sa qualité de descendant d'un citoyen de l'Union, il lui appartenait de s'assurer que la partie défenderesse était en possession de toutes les informations utiles afin de statuer en pleine connaissance de cause, en telle sorte que si elle estimait, en raison de son parcours personnel et de sa prétendue dépendance économique et psychologique, qu'elle devait être présumée à charge de son beau-père, il lui appartenait d'en informer la partie défenderesse avant la prise de la décision entreprise, *quod non in specie*.

En outre, il convient de rappeler que la notion « à charge » cumule deux aspects indépendants, celui de la dépendance matérielle et celui de la capacité financière du ménage du regroupant qui ne doivent pas être confondus. Il s'ensuit qu'il ne suffit pas, pour pouvoir considérer qu'un demandeur est à charge de son membre de famille rejoint, que ce dernier dispose de ressources suffisantes ou de cohabiter avec celui-ci, encore faut-il que le demandeur établisse que le soutien matériel du regroupant lui était

nécessaire au moment de la demande, *quod non in specie*. En effet, la requérante reste en défaut d'établir l'existence d'une dépendance réelle à l'égard du ménage rejoint ayant simplement produit la preuve d'une aide financière, ce qui ne saurait suffire afin de rencontrer les conditions fixées par le prescrit légal applicable en la matière, tel que rappelé *supra*. A cet égard, l'argumentation de la requérante relative à la durée de la prise en charge et du montant minimum de l'aide n'est nullement pertinente en l'espèce dans la mesure où elle est restée en défaut de démontrer que l'aide reçue lui était nécessaire et, partant, l'existence d'une réelle dépendance à l'égard du ménage rejoint.

Dès lors, la partie défenderesse a suffisamment et adéquatement motivé la décision entreprise en prenant en considération l'ensemble des éléments du dossier administratif sans commettre d'erreur d'appréciation et sans ajouter une condition à la loi, en telle sorte qu'elle n'a nullement recouru à une interprétation stricte ou propre de la notion de personne à charge.

S'agissant de la dépendance psychologique de la requérante, cet élément n'a pas été présenté à l'appui de la demande de carte de séjour introduite par la requérante. Il s'ensuit qu'il ne saurait être reproché à la partie défenderesse de ne pas en avoir tenu compte au moment de la prise de la décision querellée dans la mesure où les éléments qui n'avaient pas été portés par la requérante à la connaissance de l'autorité en temps utiles, c'est-à-dire avant que celle-ci ne prenne sa décision, ne peuvent être pris en compte pour en apprécier la légalité.

Les jurisprudences invoquées ne permettent pas de remettre en cause le constat qui précède dans la mesure où la requérante est restée en défaut de démontrer l'existence d'une dépendance réelle à l'égard de son beau-père. Dès lors, la partie défenderesse a correctement et adéquatement motivé la décision entreprise en prenant en considération l'ensemble des éléments du dossier administratif sans commettre d'erreur manifeste d'appréciation et sans porter atteinte aux principes invoqués.

Partant, le premier moyen n'est pas fondé.

4.2.1. En ce qui concerne le second moyen relatif à la violation alléguée de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : CEDH), le Conseil rappelle que lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, il examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué.

Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où l'acte attaqué a été pris (cf. Cour EDH 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21).

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national. En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./Finlande, § 150). L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Ensuite, le Conseil doit examiner s'il y a ingérence dans la vie familiale et/ou privée. A cet égard, il convient de vérifier si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis.

S'il s'agit d'une première admission, ce qui est le cas en l'espèce, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

En matière d'immigration, la Cour EDH a, dans l'hypothèse susmentionnée, rappelé, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39).

En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, §, 81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (Cour EDH 5 février 2002, Conka / Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (C.E, 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

Lorsque la requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

Il ressort en outre de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que si le lien familial entre des partenaires, ainsi qu'entre parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre parents et enfants majeurs. Dans l'arrêt Mokrani c. France (15 juillet 2003), la Cour européenne des Droits de l'homme considère que les relations entre parents et enfants majeurs « *ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux* ».

Dans l'appréciation de savoir s'il existe une vie familiale ou non, il y a lieu de prendre en considération toutes les indications que la requérante apporte à cet égard, comme par exemple la cohabitation, la dépendance financière de l'enfant majeur vis-à-vis de son parent, la dépendance du parent vis-à-vis de l'enfant majeur ou les liens réels entre le parent et l'enfant

4.2.2. En l'espèce, le lien familial entre la requérante et sa mère n'est pas contesté par la partie défenderesse et aucun élément figurant au dossier administratif ne permet de renverser la présomption susmentionnée.

A toutes fins utiles, étant donné qu'il n'est pas contesté que la décision attaquée ne met pas fin à un séjour acquis mais intervient dans le cadre d'une première admission, il n'y a, à ce stade de la procédure, pas d'ingérence dans la vie familiale de la requérante.

Il convient dès lors d'examiner si l'Etat a une obligation positive d'assurer le droit à la vie familiale de celui-ci. Afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour l'Etat, de l'article 8, § 1^{er}, de la CEDH, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie familiale normale et effective ailleurs que sur son territoire, sont invoqués. Si de tels obstacles à mener une vie familiale hors de son territoire ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie familiale au sens de l'article 8 de la CEDH.

En l'occurrence, le Conseil observe qu'aucun obstacle à la poursuite d'une vie familiale ailleurs que sur le territoire du Royaume n'est invoqué par la requérante, qui se borne à indiquer dans sa requête introductive d'instance que « *la décision querellée n'a procédé à aucun examen de proportionnalité de l'éloignement de cette jeune femme et de sa mère. la partie adverse était au courant de cette situation*

et n'a pas pris en compte cette réalité lors de l'examen de la décision querellée ». A cet égard, il convient de relever qu'en l'absence d'invocation d'obstacles concrets à la poursuite de la vie familiale au pays d'origine par la requérante en temps utiles, à savoir avant la prise de la décision entreprise, la partie défenderesse n'était nullement tenue de procéder à l'examen de proportionnalité. En effet, comme indiqué *supra*, il n'y a pas d'ingérence dans la vie familiale de la requérante dans la mesure où il s'agit d'une première admission et qu'elle n'a pas invoqué d'obstacles à la poursuite de sa vie familiale au pays d'origine à l'appui de la demande d'autorisation de séjour. L'invocation de l'arrêt du Conseil ne permet pas de renverser le constat qui précède.

Par conséquent, la partie défenderesse a adopté la décision entreprise à juste titre et aucun reproche ne peut être formulé à l'encontre de la décision attaquée dans la mesure où la requérante ne remplit pas les conditions légales requises afin de séjourner sur le territoire en tant que descendante de Belge. En effet, en l'absence d'autre preuve, le Conseil estime que la requérante reste en défaut d'établir qu'elle se trouve dans une situation de dépendance réelle à l'égard de sa mère et de son beau-père belge de nature à démontrer dans son chef l'existence d'une vie familiale au sens de l'article 8 de la Convention précitée.

Partant, le second moyen n'est pas fondé.

5. Il résulte de ce qui précède que la partie défenderesse était en droit d'adopter la décision entreprise et n'a nullement porté atteinte aux dispositions et aux principes invoqués.

6. Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la requérante.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de cent quatre-vingt-six euros, sont mis à charge de la requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le douze avril deux mille seize par :

M. P. HARMEL,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

P. HARMEL